



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

L'ÉCO

de la semaine

07 au 13 août 2021

Emplois - Le Pôle Stage Madagascar opérationnel	3
Impôts - Le fisc lorgne sur le commerce en ligne	3
Reforme de la filière bovine: pose de boucles électroniques infalsifiables sur 50.000 zébus	4
Air Madagascar : « Des investissements sont requis » selon Joël Randriamandranto	4
Gaz butane - Les coûts logistiques affectent les régions	5
Malnutrition chronique à Amoron'i Mania: approche multisectorielle pour redresser la tendance	5
Économie rurale : Le site bioculturel d'Antrema présent à la Fier Mada	5
Approvisionnement en fuel-oil: la Jirama attend les premières livraisons de Madagascar Oil	6
Réouverture de Base Toliara : Les représentants des communautés demandent l'intervention du Président	6
Menace inflationniste - La Banque centrale resserre les taux	7
Transport aérien - Le flou persiste sur la relance d'Air Mad et l'ouverture du terminal de Ravinala Airport	7
Secteur halieutique et aquaculture - L'Autorité sanitaire halieutique cesse ses activités	8
Aboutir à un partage équitable des redevances minières	8
Marché interbancaire de devises - « Légère » dépréciation de l'ariary	8
Huawei ICT Academy : Une première promotion de 22 étudiants certifiés	9
Décentralisation: la 23e région officiellement en place	9
Filière Bovine - La reprise des exportations de viande envisagée	10
Protection de l'environnement : Déploiement du projet Kopakelatra en dehors de la ville d'Antananarivo	10
Tourisme national - Le Festival Rifatse à Morondava en gestation	11
Coût de la vie - Inflation galopante constatée par la Banque centrale	11
Adéquation Formation-Emploi : Soutien au projet SESAME	12
Sénat : Des accords de financements autorisés	12
Echanges commerciaux: les exportations à plus de 1,177 milliard de dollars	12
Développement de l'entrepreneuriat à Madagascar - Tout est question de mentalité	13
FIM : La version présentielle du 16 au 20 septembre	13
Frontières : Le GEM milite pour une ouverture aux touristes vaccinés	14
Energie - La Banque africaine de développement suggère d'accélérer les projets « Sahofika » et « Volobe »	14
Consommation - Les prix restent inchangés après 72 heures	15
Décentralisation: Vatovavy et Fitovinany à l'heure du développement	15
Relations économiques - La Russie se rapproche du milieu des affaires	16
Fonds souverain : Adopté par l'Assemblée nationale	16
Hugues Rajaonson : Priorité aux investissements directs étrangers et aux investissements locaux	17
Atsinanana : Formation des acteurs œuvrant dans l'exportation des produits végétaux	17
Technologie - Les étudiants de Vontovorona rivalisent d'ingéniosité	18
Secteur élevage - De nouvelles races de vaches laitières commandées	18

Emplois – Le Pôle Stage Madagascar opérationnel

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 07 AOUT 2021

Une innovation plus qu'utile. L'installation du Pôle stage Madagascar pour aider les jeunes à être encore plus performants sur le marché du travail. Et susciter chez eux l'esprit créateur d'entreprise.

Suite logique. Améliorer la situation des jeunes en les dirigeant vers les secteurs pourvoyeurs d'emploi. C'est en ce sens que le ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, en collaboration avec le ministère du Travail, de l'emploi, de la fonction publique et des lois sociales ont initié, en début d'année une collaboration avec le secteur privé représenté par le Syndicat des Industries de Madagascar à travers l'instauration d'un Pôle Stage Madagascar, PSM, sur le territoire national. L'idée étant de faciliter l'intermédiation entre l'offre et la demande de stage au profit des jeunes voulant avoir plus d'expériences professionnelles.

Ainsi, ces derniers pourront trouver des stages conformes à leurs études dans des sociétés adéquates. En revanche, celles-ci pourront également identifier le personnel ayant les compétences adaptées à leurs besoins. Ainsi, plusieurs établissements de formation supérieure, à l'instar de l'université d'Antananarivo, de l'ISCAM, l'INFP ou encore l'IST ont signé pour l'aventure qui permettra à leurs étudiants respectifs de trouver plus facilement des stages

professionnels en vue du renforcement de leurs acquis académiques.

Un atout

« Le Pôle stage Madagascar reste ouvert à toute forme de partenariat entrant dans le cadre de l'appui à l'intermédiation entre offre et demande de stage et invite donc les entreprises et les établissements de formation publics ou privés à contacter les responsables du PSM en vue d'une future collaboration » explique Hassim Amiraly, président du Syndicat des Industries de Madagascar. Ainsi, la formation de pré-stage qui sera dispensée dans le cadre de la mission du PSM est conçue et formulée de façon à faciliter l'insertion des étudiants bénéficiaires dans le monde professionnel, aussi bien dans le cadre d'un stage que dans leurs emplois futurs.

Les étudiants bénéficieront, ainsi, grâce au concours de différents partenaires du PSM comme la fondation Friedrich Ebert, la société DHL ou encore l'agence ACPE qui œuvre dans l'amélioration continue par les employés, d'une formation sur les techniques de recherche d'emploi, le leadership, le développement durable, l'entrepreneuriat, le lean management,



La signature de la convention de partenariat entre les entités concernées.

le soft skills, ou encore l'initiation au droit du travail. « La création du PSM, initiée par ces quelques entités, sera un atout considérable pour les jeunes en apportant une opportunité de stage au sein des entreprises en adéquation avec leurs filières ou leurs études. Cela permettra également aux entreprises de trouver le personnel essentiel qui répond aux exigences de leurs activités. L'intermédiation a été primordiale de part et d'autre d'où l'importance de cette plateforme qu'est le PSM » conclut Gisèle Ranampy ministre du Travail, de l'emploi, de la fonction publique et des lois sociales.

Impôts - Le fisc lorgne sur le commerce en ligne

HARY RAKOTO | LA VERITE | 07 AOUT 2021

En début d'année, le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA) a sorti la fiche technique sur l'encadrement de l'e-commerce à Madagascar. A la base, ce guide est destiné aussi bien aux commerçants qu'aux consommateurs en ligne dans un esprit ambitionnant de réguler un marché à fort taux informel. Dans ses grandes lignes, la fiche technique détaille en premier lieu les procédures liées à l'ouverture d'un site marchand, ainsi que les obligations de l'e-commerçant avant la souscription au contrat, pendant et après la commande. Les obligations des intermédiaires financiers sont également énumérées dans ce guide. Dans cette même optique, la Direction générale des impôts (DGI) vient de rappeler à chaque contribuable concernant la réglementation par rapport à la recrudescence des irrégularités sur les pièces de justification de paiement et de facturation fournies par la plupart des concernés, lors de la déclaration de revenu auprès des bureaux de l'administration fiscale. Dans ce rappel, cette institution prévient aussi les

contribuables que les « tickets de caisse » ou encore les « bon de livraison » ne peuvent en aucun cas se faire valoir comme étant une pièce de facturation réglementaire. Les contribuables récalcitrants et qui continuent ainsi de fournir des pièces non conformes seront alors susceptibles de subir des sanctions, selon les explications de la DGI. Les transactions d'achat ou de vente doivent ainsi être accompagnées d'une pièce de facturation suivant ses exigences, y compris le commerce de vente en ligne, que ce soit sur les réseaux sociaux ou sur les sites de e-commerce conventionnels.

Facebook

Depuis le confinement à Madagascar, tout le monde s'est mis à la vente en ligne, surtout dans le secteur de l'habillement, que ce soit les vendeurs agréés ou de simples personnes qui essaient de rattrapper à l'impact de la crise liée à la Covid-19. La vente de vêtements ne nécessite pas beaucoup de fonds d'investissement mais génère des profits bien intéressants. A titre d'exemple, la friperie que l'on peut racheter à très bas prix au marché,

mais que l'on peut revendre plus cher en ligne sur Facebook, ce qui génère beaucoup de profits, tout autant de chiffre d'affaires dans le secteur informel qui représente un manque à gagner considérable pour le fisc, d'où la motivation de la DGI à une tentative de régulation de l'e-commerce. « La fiscalité du numérique correspond à celle qui s'applique au monde dématérialisé. Ainsi, cela s'apparente à une fiscalité 2.0 ou encore à une fiscalité digitale. Son caractère immatériel la rend très complexe. En outre, il s'agit d'une fiscalité qui va au-delà de celle de l'e-commerce », explique un responsable au sein de la Direction générale des impôts. Par ailleurs, la TVA sur la vente en ligne est un sujet d'optimisation fiscale pour les e-commerçants. En effet, en raison de la dématérialisation de la vente, certaines questions peuvent s'avérer compliquées à résoudre. En outre, pour les ventes à distance, certains seuils peuvent s'appliquer pour l'application de la TVA. Ainsi, le déclenchement de ces seuils pourrait déterminer le régime de TVA applicable.

Reforme de la filière bovine: pose de boucles électroniques infalsifiables sur 50.000 zébus

ARH. | LES NOUVELLES | 07 AOUT 2021

La réforme de la filière bovine à Madagascar se concrétise progressivement. 50.000 zébus dans les régions pilotes sélectionnées (Anosy, Androy, Atsimo Andrefana et Ihorombe) seront munis de boucles électroniques infalsifiables d'identification et de traçabilité. Le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (Maep) et la Société financière internationale (IFC) ont officialisé, hier à Ampandrianomby, leur accord de coopération.

Le projet, cofinancé par le Japon, cherche à valoriser le potentiel sous-estimé du secteur de l'élevage malagasy, en particulier la «filière zébu». Dans un premier temps, le système d'identification et de traçabilité du cheptel bovin (LITS) sera amélioré au même titre que le cadre juridique, la réglementation et la surveillance du secteur dans son ensemble.

Cet accord de coopération consiste également à alléger les processus de réglementation et de conformité relatifs à l'exploitation de la filière et surtout à renforcer la participation du privé au secteur formel de l'élevage, en collaboration avec les autorités centrales et régionales compétentes.

«Pour le secteur bovin-viande, nous sommes engagés, à travers notre Plan Emergence quinquennal, à rendre durable l'exploitation bovine par la préservation et la croissance du cheptel et soutenir les éleveurs qui constituent la vraie colonne vertébrale de l'économie», a déclaré à cette occasion Lucien Ranarivelo, ministre en charge de l'Élevage.

Assistance technique



A travers ce programme d'assistance technique sur trois ans, IFC apporte un soutien direct au Maep, en étroite collaboration avec la direction générale de l'Élevage, sur les aspects stratégiques, techniques, opérationnels et institutionnels de la filière, en complément des interventions existantes des bailleurs de fonds, notamment le projet Croissance agricole et sécurisation foncière (Casef) de la Banque mondiale, sur les filières de l'élevage à Madagascar.

D'après Marcelle Ayo, Représentante-Pays d'IFC à Madagascar, «L'agriculture

est vitale pour l'économie de Madagascar et pour la vie de nombreux Malagasy. L'IFC est heureuse de collaborer avec le gouvernement pour soutenir les réformes du secteur de l'élevage, qui permettront de renforcer la traçabilité et l'identification du bétail, et ainsi de créer des emplois et soutenir le développement économique global». A cet effet, le Maep a procédé à l'acquisition de boucles électroniques infalsifiables, ainsi que du système d'exploitation pour l'enregistrement de la base de données et des outils d'identification.

Air Madagascar : « Randriamandranto

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 07 AOUT 2021

La compagnie Air Madagascar est depuis plusieurs années dans une situation financière critique. Mais en sus, « en cette période de crise sanitaire, toutes les compagnies aériennes du monde rencontrent de grandes difficultés », a rappelé hier Joël Randriamandranto, ministre des Transports, du Tourisme et de la Météorologie. Le business plan d'Air Madagascar, tant attendu, est bien ficelé. Il tient la route pour redresser aussi bien la compagnie nationale Air Madagascar que sa filiale Tsaradia, selon ses dires. « Des investissements considérables sont requis. La question qui se pose est : l'État aura-t-il un rôle majeur dans la relance ou s'il importe de trouver des partenaires ? Nous sommes actuellement en pleine réflexion », a-t-il dévoilé. Des contacts avec différents partenaires ont été noués, a-t-il enchaîné. Une assemblée générale mixte des actionnaires d'Air Madagascar est prévue pour le

Des investissements sont requis » selon Joël



16 août prochain pour examiner les différentes options quant à l'avenir d'Air Madagascar.

Rappelons que cette compagnie nationale attend toujours la nomination de son Directeur Général, bien que le cabinet en charge du recrutement ait déjà proposé une short-list de candidats il y a quelques mois. Depuis le départ

de Besoa Razafimaharo, le poste de DG est assuré par un intérimaire. Le défi est de taille pour celui qui devra piloter cette compagnie qui a traversé de nombreuses zones de turbulences afin qu'elle puisse reprendre son envol. Le nouveau DG sera chargé de la mise en œuvre du plan stratégique de relance et de développement de la compagnie.

Gaz butane – Les coûts logistiques affectent les régions

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS | 07 AOUT 2021

Pour l'heure, la bouteille de 12 kg coûte encore cent trente mille ariary à Djamanjary Nosy be. La bouteille Vitogaz de 9kg, entre quatre vingt trois mille cinq cents ariary et quatre vingt cinq mille ariary à Hell ville. À Antsiranana, la bouteille verte s'achète à soixante cinq mille ariary pour 9kg tandis qu'il est de soixante quinze mille ariary à Fort-Dauphin la bouteilles de 12kg étant à cent cinq mille ariary. Alors que depuis le 3 juillet dernier, le prix du gaz butane devrait baisser en

raison de la baisse de TVA passant de 20% à 5% sur le produit. La bouteille de 9kg devrait être vendue à cinquante et un mille huit cent ariary et celle de 12kg à soixante douze mille ariary. La révision des dispositions relatives à la fiscalité du gaz butane, en collaboration avec le ministère de l'Environnement et du développement durable, celui de l'Economie et des finances et le Comité malgache du butane(CMDB), a pour objectif de démocratiser l'utilisation du gaz butane à Madagascar. « Les

prix des bouteilles de gaz en province sont plus élevés en raison des coûts logistiques. Toutefois, ils sont revus à la baisse comme stipulés dans l'accord » explique Olivier Gasbarian, président du CMDB. La réduction de taxe induira la distribution à quinze mille ménages d'un kit complet de bouteille de gaz incluant la consignation, le brûleur et le « fatapera ».La distribution n'a pas encore commencé.

Malnutrition chronique à Amoron'i Mania: approche multisectorielle pour redresser la tendance

FAHRANARISON | LES NOUVELLES | 07 AOUT 2021

Dans le cadre d'un projet financé à hauteur de 1,37 million de dollars par le gouvernement japonais, trois agences onusiennes, à savoir l'Unicef, le Pam et l'FAO, vont conjuguer leurs compétences dans le dessein de réduire le taux de la malnutrition chronique dans l'Amoron'i Mania, une des régions des hautes terres les plus touchées depuis des années.

Ces agences entendent intervenir dans les secteurs nutrition, éducation, agriculture, eau, assainissement et hygiène pour améliorer la nutrition dans les communautés cibles.

Dans ce sens, le projet consistera à améliorer la disponibilité et l'accès à la nourriture diversifiée en quantité et en qualité suffisantes en faveur de 50.000 personnes, dont 2.500 femmes enceintes et 5.000 enfants de



moins de deux ans, et à promouvoir les repas scolaires à base de produits potagers scolaires. Cette intervention permettra l'accès aux services Wash

afin de protéger et de maintenir un environnement sain au sein des communautés.

Économie rurale : Le site bioculturel d'Antrema présent à la Fier Mada

NARINDRA RAKOTIBE | MIDI MADAGASIKARA | 07 AOUT 2021

Situé dans la commune de Katsepy, dans la région Boeny, le site bioculturel d'Antrema est une aire protégée communautaire co-gérée par le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) et les communautés locales depuis sa création en 2000. Il est recouvert de mangroves et de forêts sèches qui constituent un habitat naturel pour diverses espèces d'animaux dont les lémuriens. Présentes à la 22e édition de la Foire internationale de l'économie rurale de Madagascar (Fier-Mada) au stade Makis Andohatapenaka avec ses associations de vanneries, apiculteurs et saliculteurs, les équipes du site bioculturel exposent leurs produits issus de l'exploitation rationnelle et durable des ressources naturelles. On cite entre autres la fleur de sel, les différents miels de mangrove comme le



Le stand du site bioculturel d'Antrema à la Fier Mada.

miel multifloral et le miel de jujube mais également les produits issus du raphia et du satrana. A travers cet événement, le site bioculturel d'Antrema vise à

faire connaître leur existence, créer des rencontres pour de nouveaux débouchés ou partenariats mais également partager leur savoir-faire.

Approvisionnement en fuel-oil: la Jirama attend les premières livraisons de Madagascar Oil

ARH | LES NOUVELLES | 09 AOUT 2021

Madagascar Oil a remporté l'appel d'offres lancé par la Jirama, le 9 décembre 2020, relatif à l'approvisionnement en carburants de la centrale de Mandrozeza, en proposant 10 millions de litres sur les 118 millions nécessaires pour le bon fonctionnement de toutes les centrales. De ce fait, la Jirama attend les premières livraisons de fuel-oil (HFO) de Madagascar Oil.

«Le besoin total de la société Jirama a été évalué à 118 millions de litres», note la société d'Etat. Le contrat afférent à ce marché devait être signé au mois de janvier après l'attribution des appels d'offres lancés en décembre 2020. Il s'agit pour la compagnie Madagascar Oil d'approvisionner la centrale de Mandrozeza pour une durée de six mois.

Les controverses qui ont circulé sur les réseaux sociaux ces derniers jours, laissent entendre une mésentente entre la société Jirama et la société Madagascar Oil qui, selon un communiqué de la Jirama publié vendredi, «a bien pris part à cet appel d'offres et a proposé dans sa réponse l'approvisionnement de 10 millions de litres de HFO».

«Madagascar Oil s'est ainsi vue attribuer l'approvisionnement de la centrale de Mandrozeza. Elle a procédé aux tests logistiques et techniques qui n'ont été réalisés que le 11 juillet. Ces tests se sont avérés concluants», a expliqué la compagnie nationale d'eau et d'électricité. «A ce jour, la société Jirama attend toujours les premières livraisons de Madagascar Oil», a précisé en outre la Jirama.

Acceptabilité de l'appel d'offre de Madagascar Oil

D'après d'autres sources au sein de la



Jirama, Madagascar Oil avait soumis une offre pour livrer seulement 3,3 millions de litres de produits, soit 2,7% des besoins de Jirama. Mais vu que la compagnie pétrolière qui exploite le gisement de Tsimiroro, a obtenu une part du marché, la compagnie nationale d'électricité a expliqué que «L'offre de Madagascar Oil, même si elle comportait des incohérences (logistique, livraison partielle de 2.7%, et spécifications) a été acceptée sur

la base de leur prix compétitif, mais aussi pour promouvoir un produit local. Ceci démontre la volonté de l'Etat d'acheter au meilleur prix et promouvoir les produits locaux.»

«Nous avons offert un contrat à Madagascar Oil, mais ils n'ont pas livré. Nous devons assurer la continuité de la production d'énergie, alors on a dû acheter avec le deuxième moins disant selon les termes de l'appel d'offres», a déclaré la Jirama.

Réouverture de Base Toliara : Les représentants des communautés demandent l'intervention du Président

MARC A. | MA-LAZA | 09 AOUT 2021

De passage dans la capitale depuis jeudi dernier, les représentants de la communauté locale concernée par le projet Base Toliara se sont entretenus avec la presse, hier. Ils ont demandé l'intervention du Président Rajoelina pour rouvrir le projet d'extraction d'ilménite de Toliara. Mana Parfait, conseiller municipal et à la tête de la délégation de notables de Toliara, a rappelé que «Madagascar et, particulièrement, la région Atsimo Andrefana, doivent être une zone d'attraction aux investissements internationaux. A ce titre, ce projet Base Toliara doit redémarrer afin de nous permettre d'assurer le développement socio-économique de la région et de notre pays en général».

Originaire de Ranobe Benetsy site

d'exploitation de Base Toliara, Marcel dit Tsiambly farouche opposant à ce projet, s'est finalement ravisé: «Nous sommes à présent convaincus de la pertinence de ce projet. Nous avons entrepris un dialogue franc et sommes informés des tenants et aboutissants du projet». Il a, par la même occasion, accusé une organisation de la société civile et des politiciens dont un député qui se prépare pour la prochaine présidentielle, de farouches opposants à ce projet. «Nous avons été manipulés par ces gens qui n'aspirent qu'à protéger leurs propres intérêts. Dorénavant, nous avons compris leurs manigances...» a-t-il souligné.

Faisant partie de la délégation de notables et de représentants des communautés locales d'Atsimo Andrefana, Wilter dit Rehenany, a lui

aussi demandé cette reprise du projet



Base Toliara pour une toute autre raison. Il voudrait achever l'exhumation des sépultures, qui avait été suspendue à cause de la suspension du projet. Il a fait savoir que ces dépouilles doivent être inhumées rapidement dans les nouveaux tombeaux dédiés conformément aux us et coutumes locales, sous peine de sacrilège.

Menace inflationniste – La Banque centrale resserre les taux

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 09 AOUT 2021

Régulations face à l'envolée inflationniste. Pour la seconde fois depuis le début de l'année, la Banky Foiben'i Madagasikara, BFM, vient de réajuster ses taux de facilités permanentes ou les corridors des taux d'intérêts. Ainsi le taux de facilité de dépôt passe de 1,76%, si auparavant il était de 0,90%, à 2,80%. Celui de la facilité marginale a été fixé à 7,20% contre 6,16 lors de la dernière retouche au mois de mai, contre 5,30 antérieurement. Le coefficient de la réserve obligatoire a été maintenu à 11% et celui du dépôt en devises inchangé à 24%. Ces mesures ont été prises face à l'incertitude liée

à la propagation du coronavirus, la pression inflationniste qu'elle génère. La BFM reste vigilante par rapport à l'évolution des variables déterminant le niveau des prix sur le marché domestique. Ces dispositifs visent aussi à assurer la stabilité monétaire et d'offrir un environnement favorable à la croissance économique dans le court terme, explique le Comité monétaire.

Il est attendu les effets sur les étals des épiceries de ces « instruments » monétaires souvent réactivées pour endiguer la vague de l'inflation. L'objectif avoué de la loi de finances rectificative est de comprimer en

dessous des 6% le taux d'inflation en glissement annuel. Pour les ménages qui achètent un litre d'huile en bouteille cachetée entre 9 000 et 10 000 ariary, le kilo du sucre à 3 400 ariary, le sac du charbon à 28 000 ariary, alors que la décrie des prix du kilo du riz est à peine perceptible en pleine grande moisson, il est difficile de croire au miracle de « la politique du chiffre ».

Les spéculateurs en tout genre, agissant tout le long du canal de distribution de Produits de première nécessité, PPN, sont insensibles à ces décisions de la BFM. Un coup d'épée dans l'eau, aurait-on envie de déduire.

Transport aérien – Le flou persiste sur la relance d'Air Mad et l'ouverture du terminal de Ravalina Airport

HARY RAKOTO | LA VERITE | 09 AOUT 2021

« Opérationnel à la réouverture des frontières » et « Business plan établi mais en attente de finalisation », ce sont les explications apportées par Joël Randriamandranto, ministre du Tourisme, des Transports et de la Météorologie, vendredi dernier à Anosy lors d'une cérémonie de signature sur les contrats de gestion de quelques aérodromes secondaires de Madagascar.

Des explications qui concernent respectivement les situations du terminal international d'Ivato et du plan de redressement de la compagnie aérienne nationale. Pour cette dernière, la présentation du nouveau business plan d'Air Madagascar a pris beaucoup de retard. D'ailleurs, l'année dernière, le président du Conseil d'administration de la compagnie aérienne malagasy a annoncé que le nouveau plan de redressement devait être finalisé à la fin du mois de septembre 2020. Mais, presque un an après, il n'en est rien. « Nous sommes conscients du retard que cela a pris par rapport aux projections annoncées. Mais l'élaboration d'un business plan est plus difficile qu'il n'y paraît. Nous avons même dû demander l'assistance d'experts internationaux dans le domaine de l'aviation afin d'élaborer un plan de redressement réellement viable, crédible mais plus particulièrement réalisable. Nous n'avons plus droit à l'erreur. Ceci représente le plan de redressement de la dernière chance, donc il vaut mieux avoir du retard que tout faire à la va-vite, et au final faire n'importe quoi », expliquent les responsables du dossier. Pour eux, il ne



faut donc brûler aucune étape dans le redressement d'Air Madagascar. Après le retrait d'Air Austral, la compagnie a déjà procédé à la mise en place du Conseil d'administration. Mais le chemin du redressement effectif est encore loin.

Ivato

Pour ce qui est du terminal international flambant neuf construit par Ravalina Airport, les travaux de construction sont terminés. Pourtant l'Etat, à un moment, a remis en cause le contrat de construction et d'exploitation. Ce qui, avec le contexte de pandémie, a retardé l'ouverture du nouveau terminal. Prévue être opérationnelle dans le premier trimestre de l'année dernière, cette nouvelle infrastructure doit encore attendre un certain temps avant l'ouverture officielle et cette attente risque encore d'être longue dans la mesure où le coût des travaux

du nouveau terminal, qui est évalué à 240 millions de dollars, est jugé trop exorbitant par les autorités. Le prix de l'investissement présenté par le concessionnaire est considéré comme surévalué par rapport aux rendus tant sur le point de vue esthétique que sur le qualitatif et quantitatif. A titre comparatif, les travaux de construction d'un énorme aéroport à Nairobi Kenya s'élevaient à 93 millions de dollars selon les discussions entre les autorités et les responsables de l'aéroport l'année dernière. Plusieurs points restent à négocier dans la finalisation de ce contrat de gestion. Raison pour laquelle, la date de l'ouverture officielle du nouveau terminal n'est toujours pas déterminée sans compter la fermeture encore effective des frontières aériennes à l'international.

Secteur halieutique et aquaculture – L’Autorité sanitaire halieutique cesse ses activités

MIRANA IHARILIVA | L’EXPRESS | 09 AOUT 2021

Un communiqué de l’Autoritaire sanitaire halieutique indique qu’elle a arrêté ses activités. La qualité de produits de pêche n’est plus contrôlée.

Disposition non effective. L’Autorité sanitaire halieutique (ASH) adresse une lettre aux autorités telles que le président de la République, le Premier ministre, les ministres de l’Agriculture, de l’élevage et de la pêche et de l’Economie et des finances. Le chef de la délégation de l’Union européenne, l’attaché commercial de l’ambassade de Chine à Madagascar et tous les opérateurs de la filière pêche et aquaculture figurent également dans la liste des destinataires in fine.

La lettre porte sur une déclaration de cessation d’activités du personnel de l’ASH qui aurait déjà lancé un ultimatum en interpellant le Gouvernement à la date du 7 juillet dernier. « Nous, personnel de l’Autorité sanitaire halieutique (ASH), la seule et unique autorité reconnue compétente dans le domaine d’inspection et de certification sanitaires des produits halieutiques, suivant le décret-2005-375 du 28/09/05, déclarons par la présente, être en cessation d’activités



Les divers contrôles sanitaires des produits de pêche sont-ils alors suspendus ?

à partir de ce jour (ndlr : vendredi dernier) » souligne la missive. L’ASH est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l’autorité administrative et financière.

C’est un organisme rattaché au ministère de l’Agriculture, de l’élevage et de la pêche (MAEP).

Budgétivore

Les ressources proviennent des subventions du budget général de l’État, de la dotation annuelle d’une partie des recettes du secteur

halieutique ainsi que d’autres fonds. Mais l’établissement est indiqué « budgétivore ». Aussi, une réforme est-elle menée au sein de l’ASH et au sein des organismes rattachés au MAEP en général, car le personnel détaché obtiendrait des salaires « exorbitants » ainsi que des privilèges plus importants que les fonctionnaires du ministère. La réforme concernerait alors la révision des réels besoins et dépenses des organismes rattachés. Tout transfert de ressources devra désormais avoir l’aval du président de la République et du Premier ministre. L’ASH s’occupe de la sécurité sanitaire des produits de pêche et de l’aquaculture et du contrôle de leurs conditions de production, transformation, transport, stockage et distribution. Elle élabore les réglementations relatives à la traçabilité des produits. Le MAEP répond qu’il s’attèle aux règlements de ce goulot d’étranglement au sein de l’ASH afin de ne pas handicaper le secteur Pêche.

Aboutir à un partage équitable des redevances minières

TSILAVINY RANDRIAMANGA | LES NOUVELLES | 09 AOUT 2021

Concernant les exploitations des ressources minières, le président Andry Rajoelina a indiqué que celles-ci devraient permettre le développement de Madagascar, à condition que les profits soient partagés équitablement entre les investisseurs et l’Etat. En prenant le cas de l’exploitation d’ilménite de la société QMM, le chef de l’Etat a souligné que pour l’heure, le pays ne jouit pas encore pleinement de ses dividendes en tant qu’actionnaire. Et ce, malgré que l’exploitation de la société dure maintenant plus de 17 ans. Même situation pour la société Ambatovy dont le contrat signé ne prévoit qu’une redevance minière de

1,40%. Pourtant dans d’autres pays comme le Botswana, la redevance minière passe à 6%.

Solutions à l’étude

Pour le cas de l’huile lourde à Tsimiroro, Andry Rajoelina a avancé que le gouvernement actuel a déjà étudié toutes les solutions permettant de bien exploiter ces ressources, pour ensuite les utiliser dans la production d’électricité. Le mauvais état des routes allant vers le lieu de gisement rend coûteux l’acheminement des fuels depuis Tsimiroro jusqu’à Antananarivo, à l’usine de la Jirama. Cela réduit également la quantité de l’huile lourde pouvant être transportée

à destination.

Des solutions allant de la mise en place d’un central électrique fonctionnant à l’huile lourde tout prêt du site d’exploitation, ou encore la mise en place de pipe-line conduisant l’huile lourde, entre autres, restent à l’état d’étude, car les investisseurs dans le secteur font face à des problèmes financiers, ne permettant pas de concrétiser ces projets. En attendant, la recherche de solutions se poursuit pour permettre l’utilisation de cette huile lourde afin de réduire le prix du KWh, selon ses dires.

Marché interbancaire de devises – « Légère » dépréciation de l’ariary

ERIC RANJALAHY | L’EXPRESS | 09 AOUT 2021

Le propre des fluctuations monétaires, c’est ni plus ni moins que leur caractère versatile. Au Marché interbancaire de devises, MID, il fut des moments critiques où l’euro frôlait les 5 000 ariary, si ce n’était déjà le cas au marché parallèle. Et le dollar passait si près de la barre des 4 000 ariary. Des niveaux psychologiques jamais atteints depuis l’adoption du système de change flottant en 1997. Mais aussi étrange que cela puisse paraître, la Banque centrale de Madagascar, BFM, l’autorité monétaire du pays, a

estimé « qu’entre juin 2020 et 2021, l’ariary s’est déprécié de 7,2% face à l’euro. La monnaie européenne a été coté à 4382,2 ariary en juin 2020 pour s’échanger à 4641,7 un an plus tard. La perte valeur par rapport au dollar a été évaluée à 1,6%. Le billet vert, dans la période considérée, a évolué de 3855,4 à 3916,4 ariary ». La BFM a, peut-être, pris en compte des valeurs médianes ou moyennes, pour arriver à une telle conclusion. L’essentiel a été d’amorcer la décrue le plus tôt possible quand des pics ont été atteints. Pour

renverser et inverser cette tendance des incitations ont été lancées pour rapatrier les recettes d’exportation en devises. En outre, le « portefeuille » de ceux qui sortent du pays a été limité à 10 000 euros. Mais beaucoup pensent que des réformes du mécanisme du MID s’imposent. À défaut d’un retour à la parité fixe, honni par les bailleurs de fonds. Par exemple, l’ouvrir à tous les acteurs pour aspirer vers le circuit formel les liasses d’euros et de dollars qui animent un secteur financier parallèle prospère.

Huawei ICT Academy : Une première promotion de 22 étudiants certifiés

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 09 AOUT 2021

Huawei ICT Academy est un programme international initié par le groupe Huawei pour l'amélioration des connaissances et des capacités des jeunes dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

Madagascar figure désormais parmi les pays bénéficiaires du programme Huawei ICT Academy. Et les premiers résultats n'ont pas tardé à arriver avec la sortie d'une première promotion constituée de 22 étudiants issus d'écoles et d'instituts spécialisés dans la formation en TICs.

Intelligence artificielle

La cérémonie de remise de certificats de cette première classe ICT Academy à Madagascar a eu lieu samedi dernier à l'hôtel Colbert Antaninarenina, en présence du ministre des Postes, des télécommunications et du développement numérique. Ces 22 étudiants issus de l'École d'Informatique en Alternance à Madagascar (ESTI Antanimena) et de l'École Supérieure Polytechnique de Vontovorona ont suivi 45 heures de formations théorique et pratique en ligne dans le domaine de l'intelligence artificielle. Cette formation consiste en un aperçu de l'intelligence artificielle, de la programmation de base avec le langage Python, de l'expérience de programmation, du dialogue homme-machine et de différents autres cours. Après avoir réussi leur examen final, ces étudiants ont obtenu chacun un certificat international, Huawei Certified ICT Associate ou HCIA - AI. De quoi étoffer le profil de ces étudiants puisque HCIA est attribué à des ingénieurs qui peuvent installer,



Les premiers sortants de Huawei ICT Academy pour Madagascar (HaaxeilCT).

configurer et exécuter des dispositifs ICT et corriger les défauts dans un domaine technique. La participation à ce programme de certification Huawei aidera les étudiants à améliorer leurs compétences et connaissances, mais aussi à renforcer leur confiance en soi. Ce diplôme est en outre un gage de qualité pour leurs futurs employeurs et clients. Les stagiaires auront des connaissances techniques et des compétences pratiques dans des domaines interdépendants, ce qui permettra d'accroître les possibilités de choix de carrière et d'avancement.

Projet Arivo

Notons que Huawei ICT Academy est un programme international initié par le groupe Huawei depuis plusieurs années déjà en Afrique et dans le monde. Il est axé sur l'amélioration des connaissances et des capacités dans le domaine des TICs. C'est un programme à 3 niveaux HCIA, HCIE et

HCIP, basé sur différents modules tels que l'intelligence artificielle, le Cloud Computing et le Big Data. La mise en place du programme à Madagascar confirme l'engagement de Huawei dans le développement socio-économique de Madagascar. Il fait partie du projet Arivo qui est la base du partenariat entre le gouvernement malgache et Huawei. Un projet qui favorise l'enseignement des TIC à Madagascar, en facilitant l'accès des étudiants et des professionnels aux formations de perfectionnement. Il vise notamment à renforcer les capacités numériques du gouvernement grâce à différents projets. Il aidera également à rendre plus efficaces la connectivité territoriale et l'innovation numérique. «Huawei est prête à investir à Madagascar pour améliorer les compétences des jeunes étudiants dans le domaine des TICs et participer ainsi au développement de Madagascar», a déclaré Li Wei, Vice-Président de Huawei Madagascar, lors de la cérémonie de remise de certificat. Le ministre des Postes, des Télécommunications et du Développement numérique, Andriamanohisoa Ramaherijaona, a pour sa part souligné que « les compétences en intelligence artificielle sont importantes car c'est une technologie émergente qui concourt à stimuler le secteur des TIC à Madagascar et une télécommunication abordable ».

Décentralisation: la 23e région officiellement en place

J.P. | LES NOUVELLES | 10 AOUT 2021

Avec l'officialisation de la création de la 23e région à Iavoloha, une décentralisation plus poussée va franchir une nouvelle étape aujourd'hui.

Promesse tenue. Sauf changement de dernière minute, le président de la République, Andry Rajoelina, officialisera ce jour à Iavoloha, la réalisation de la 23e région. Selon des sources concordantes, divers responsables étatiques, dont des élus, et des notables de la région, à savoir, des « ampanjaka », assisteront à la cérémonie. Elle intervient après l'adoption par les deux Chambres du Parlement et la validation du texte par la Haute cour constitutionnelle (HCC). La création de la 23e région fait en effet partie des promesses de campagne du chef de l'Etat. En 2020, plusieurs responsables ont effectué une tournée dans la région Vatovavy - Fitovinany afin d'expliquer à la population les tenants et aboutissants du projet. Il s'agissait alors d'« Une consultation populaire

dans la pure tradition antemoro où tous les Ampanjaka, les notables et autorités étatiques des districts de Mananjary, Ifanadiana, NosyVarika, Manakara, Ikongo et Vohipeno ont pu donner leur point de vue concernant la séparation de Vatovavy et de Fitovinany ».

Division administrative

Le président de la République avait d'ailleurs expliqué sa motivation en notant qu'il s'agit d'une division administrative et non d'une division ethnique. « Le but de cette séparation étant d'assurer une administration publique proche du peuple pour que la population n'ait plus à faire plusieurs centaines de kilomètres pour effectuer une démarche administrative », soutient alors la Présidence. Le projet accorde respectivement aux régions Vatovavy et Fitovinany, trois districts



chacun, Ikongo, Manakara et Vohipeno pour la région Fitovinany et Ifanadiana, Nosy Varika et Mananjary pour la région Vatovavy.

Cette division administrative a également pour objectif d'assurer des projets de développement équitables, « pour qu'aucun district ne soit lésé au niveau des appuis techniques et financiers ».

Filière Bovine – La reprise des exportations de viande envisagée

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS | 10 AOUT 2021

Le marché de l'exportation de viande de bovidés exige des conditions rigoureuses. L'IFC appuie l'effectivité des dispositifs de traçabilité des zébus ainsi que les mécanismes de développement de la filière bovine.

L'exportation de viande et de bovidés sur pied est suspendue depuis le 31 janvier 2019. Le gouvernement a constaté une exportation « non structurée » et sans mesures claires d'accompagnement. La situation est en voie de se dénouer au constat d'une collaboration annoncée dernièrement. Le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP) s'associe avec la Société financière internationale (IFC) pour officialiser un programme de réforme de la filière bovine. La filière zébu a été reconnue « sous-estimée » de même que le potentiel du secteur de l'élevage. « Cet engagement du MAEP soutient l'accélération de la traçabilité et de la sécurisation du bétail, ainsi que d'autres éléments de réforme dédiés au secteur, afin de permettre une levée de l'interdiction temporaire d'exportation y afférente et de permettre à la filière de reprendre les exportations » a-t-on appris lors de l'annonce de cette collaboration officielle.

Dans ce cadre, les travaux du MAEP, dans un effort coordonné avec les parties prenantes, incluent le renforcement de la sécurité, le marquage électronique du bétail ou l'amélioration de la



Signature de l'accord du programme de réforme de la filière bovine entre le MAEP et l'IFC.

reproduction bovine. D'après Marcelle Ayo, représentante pays d'IFC à Madagascar, l'agriculture est vitale pour l'économie de Madagascar et pour la vie de nombreux Malgaches. « L'IFC est heureuse de collaborer avec le gouvernement malgache pour soutenir les réformes du secteur de l'élevage, qui permettront de renforcer la traçabilité et l'identification du bétail, et ainsi de créer des emplois et de soutenir le développement économique global » a-t-elle déclaré.

Alléger

Il s'agit d'améliorer le système d'identification et de traçabilité du cheptel bovin (LITS ou Livestock

Identification and Traceability System), ainsi que le cadre juridique, la réglementation et la surveillance du secteur dans son ensemble. Le programme de trois ans consiste par ailleurs à alléger les processus de réglementation et de conformité inhérents à l'exploitation de la filière. Le secteur privé est incité à participer au secteur formel de l'élevage.

Des boucles d'identification et de traçabilité seront apposées sur 50.000 zébus dans les régions pilotes à savoir Anosy, Androy, Atsimo Andrefana et Ihorombe. « Pour le secteur de l'élevage, nous nous sommes engagés, à travers notre Plan Émergence quinquennal, dans la voie de rendre durable l'exploitation bovine par la préservation et la croissance du cheptel, et de soutenir les éleveurs qui constituent la vraie colonne vertébrale de l'économie » a souligné Lucien Ranarivelo, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche. Toutefois, l'exportation de viande de bovidés ne sera envisageable qu'une fois la question délicate de l'insécurité relative aux vols de bovidés, résolue. La traçabilité des bovidés tient alors tout son sens.

Protection de l'environnement : Déploiement du projet Kopakelatra en dehors de la ville d'Antananarivo

ANTSIA R. | MIDI MADAGASIKARA | 10 AOUT 2021

La STAR poursuit ses actions pour sensibiliser et initier les populations à la protection de l'environnement à travers les tournées périodiques. Sabotsy Namehana, Itaosy, Imerintsiasosika et Arivonimamo ont été les zones visitées durant le mois de juillet.

Le projet Kopakelatra est de plus en plus connu dans la Grande-Île. Cette fois, il a initié un événement avec deux concepts différents dans quatre lieux, durant le mois de juillet. « Chaque semaine, une localité a accueilli l'événement pour une journée. La tournée STAR a débuté à Sabotsy Namehana le samedi 10 juillet, Itaosy a ensuite pris le relais le samedi 17 juillet, Imerintsiasosika le samedi 24 juillet et enfin la tournée s'est terminée à Arivonimamo le vendredi 30 juillet dernier. Afin de sensibiliser et initier les populations de ces villes à la protection de l'environnement, les matinées de la tournée STAR ont été consacrées uniquement à la conscientisation écologique du grand public avec Kopakelatra. Une animation a été mise en place pour sensibiliser la population à la collecte de bouteilles en plastique pour les ramener dans le bac à collecte mis à disposition pour l'événement », ont indiqué les promoteurs du projet.



Le projet Kopakelatra lancé aux alentours de la ville d'Antananarivo.

Sensibilisation. Pour réussir ses actions, Kopakelatra a lancé un concept simple avec un goodies offert à partir de 2 bouteilles ramenées. Pour cette première présentation du projet en dehors de la grande ville d'Antananarivo, l'événement a attiré plus de 900 participants sur les quatre lieux avec une collecte totale de plus de 16.000 bouteilles PET, soit près de 450 kg de déchets PET. « Un petit pas vers un

grand déploiement, Kopakelatra s'étend petit à petit en dehors d'Antananarivo. La tournée STAR du mois dernier a marqué le début de l'extension du projet à l'échelle nationale », ont déclaré les responsables du projet. Par ailleurs, l'après-midi de chaque journée a été accompagnée par THB, la marque emblématique de la STAR. Un rendez-vous attendu par les adeptes de la marque avec une animation-vente mise en place avec un bar mobile. Le « Soa ny fiarahantsika » de THB était également au rendez-vous pour ravir les consommateurs sur place. Jusque tard dans la soirée, l'animation s'est déroulée dans une ambiance festive et dans le calme sous la surveillance des forces de l'ordre mobilisées uniquement pour l'événement. Enfin, la tournée STAR visitera bientôt le bord de mer pour marquer la période des vacances et ravir les vacanciers, selon ses promoteurs.

Tourisme national – Le Festival Rifatse à Morondava en gestation

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 10 AOUT 2021

Que la fermeture des frontières aériennes ait été prolongée par l'état d'urgence sanitaire, des opérateurs du tourisme se préparent à l'éventuelle reprise. Comme ceux de Morondava.

Le ministère de tutelle à la rescousse. Il soutient les acteurs et les initiatives locaux pour la relance et la promotion du tourisme national. C'est l'un des secteurs les plus touchés par la pandémie du coronavirus à Madagascar et ailleurs. Dans le cadre d'une éventuelle reprise des activités touristiques, la promotion du tourisme national est fortement encouragée par le ministère et s'inscrit dans la stratégie de relance de la filière dans un contexte sanitaire difficile.

En termes d'initiative, la sixième édition du Festival Rifatse, se tiendra les 27-28 et 29 août 2021 à Morondava. L'objectif vise à promouvoir la richesse culturelle, sportive et touristique de la région de Menabe, une opportunité de faire revivre le secteur après de longs mois d'inactivité. Afin de mieux cerner les objectifs de ce Festival, le ministre Joël Randriamandranto, s'est déplacé à Morondava, avec son staff, pour une réunion de travail avec les organisateurs de l'événement.

Tous les acteurs locaux du tourisme: les tours opérateurs, les complexes hôteliers, les transporteurs, les médias, ainsi que les autorités locales ont été conviés à cette réunion de démarrage, au Laguna Beach. Il s'agissait, à travers des échanges et des partages d'idées et d'expériences, d'identifier et de



L'allée des baobabs, incontournable à Morondava

proposer les activités à mener pour faire de ce festival une vitrine pour promouvoir le tourisme national.

Package spécial

A l'issue de cette réunion, plusieurs points ont été abordés, notamment le respect des mesures sanitaires dans toutes les étapes du processus, l'implication de tous les acteurs du tourisme dans la chaîne des valeurs (les établissements hôteliers, les guides, les transporteurs, les tours opérateurs, ...) ainsi que l'engagement des autorités locales.

« La réussite de ce festival sera le fruit d'un travail collaboratif entre l'ensemble des opérateurs du secteur pour proposer un package attractif adapté à toutes les catégories de cibles afin d'inciter les Malgaches à investir et découvrir leur pays, et être des acteurs du développement du tourisme et de l'économie », a déclaré le ministre.

Le député Tsiliva n'a pas manqué de remercier ce dernier pour son soutien dans la promotion de cet événement.

« Cette année, nous, les organisateurs, comptons sur l'implication de chacun pour faire de cette sixième édition un événement national », s'est exprimé Tsiliva, le député de la région. Un package spécial Festival Rifatse a été élaboré avec les opérateurs touristiques de la région, en collaboration avec Tsaradia et Cotisse. Cette offre promotionnelle de cinq jours-quatre nuits, du 26 au 30 août 2021, devrait permettre à tous de profiter du climat chaleureux, des paysages naturels pittoresques du Menabe, et de la richesse culturelle de la région.

Le ministère est à pied d'œuvre pour continuer de développer des stratégies visant à relancer l'économie du pays à travers ses actions. La mise en ligne du site www.bons-plans-tourismemadagascar.com et l'organisation du Tsenaben'ny Fizahantany, ainsi que la publication du catalogue des produits touristiques, qui permettent à tous les opérateurs concernés de proposer leurs offres, sont entre autres, des dispositifs mis en place pour répondre aux objectifs. Mieux connaître la richesse et le potentiel d'une région, c'est aussi promouvoir les atouts touristiques du pays.

Coût de la vie - Inflation galopante constatée par la Banque centrale

HARY RAKOTO | LA VERITE | 10 AOUT 2021

Le comité monétaire de la BFM (Banky Foiben'i Madagasikara) vient d'effectuer la revue trimestrielle de la politique monétaire, en fin de semaine dernière. La situation économique actuelle ainsi que les perspectives pour les mois à venir ont constitué les points focaux abordés. Ainsi, sur le secteur réel impactant directement sur la population, les observations du comité monétaire de la Banque centrale annonce un constat sur une accélération de l'inflation au cours de ces derniers mois. La variation annuelle de l'Indice des prix à la consommation (IPC) a été de 6,1 % en juin 2021, contre 3,9 % un an plus tôt. Les hausses les plus élevées ont touché les PPN, dont la variation moyenne a atteint 8,0 %. Le renchérissement de 7,8 % du riz en est une des causes principales. Les prix de l'énergie sont restés peu ou prou stables

avec une variation annuelle de 1,8 %. L'inflation sous-jacente, laquelle est en étroite relation avec l'évolution de la monnaie, s'est située à 6,0 %. Selon les responsables de la BFM, l'évolution de la situation est difficile à prévoir car la pandémie induit une incertitude latente sur l'activité économique pour cette année 2021. D'ailleurs, les améliorations observées dans certains secteurs sont plombées par les manifestations de nouvelles mutations de la Covid-19 qui menacent le pays autant que le reste de la planète. « Le résultat des études témoignent d'un ralentissement de l'activité économique durant le deuxième trimestre, en raison notamment des mesures sanitaires encore indispensables pour endiguer la pandémie. Néanmoins, les entreprises des secteurs primaire et tertiaire sont optimistes pour les mois à venir quant à



l'évolution de leurs activités », d'après le comité monétaire. Une façon pour ces responsables de garder une note positive sur leurs observations malgré la réalité à laquelle la population fait face avec l'inflation galopante constatée depuis quelques temps et impactant considérablement sur le pouvoir d'achat de la majorité des ménages.

Adéquation Formation-Emploi : Soutien au projet SESAME

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 11 AOUT 2021

Les grands esprits se retrouvent. Société Générale Madagascar accompagne le programme pour aider les jeunes dans leurs années préparatoires mais aussi, dans leurs insertions professionnelles : stages, alternances, embauches. Le projet SESAME qui ouvre bien des portes, répond à ces orientations. D'où l'entente parfaite entre les deux entités. Tremplin vers l'enseignement supérieur et vers une insertion professionnelle réussie, SESAME sélectionne et encadre des jeunes au potentiel avéré, motivés, et issus de familles défavorisées, originaires de tout Madagascar. Pour leur permettre de suivre des études universitaires, SESAME offre un programme éducatif complet et s'attache au développement intégral de la personne : autonomie, sens des responsabilités, ouverture aux autres, sens du service, intégrité, construction d'un projet de vie.

Dans cette optique, durant leur année préparatoire sur le campus d'Ambatoroka, les étudiants reçoivent un enseignement exigeant fondé sur une pédagogie innovante, un accompagnement éducatif personnalisé, et suivent un parcours d'orientation complet. À l'issue de cette année, les élèves intègrent les meilleurs établissements supérieurs, grâce à la bourse accordée et déliée par



Une poignée de main qui scelle l'entente entre Société Générale Madagascar et Sesam.

SESAME. Ils sont alors logés en foyers d'étudiants SESAME et bénéficient du suivi d'éducateurs et d'une préparation à l'insertion professionnelle.

Chemin faisant et par l'accumulation d'expériences, SESAME est devenu au fil des années un révélateur et un activateur de talents, une pépinière de cadres et d'entrepreneurs pour Madagascar. Une valeur sûre dans ce milieu qui suscite tant d'engouement aujourd'hui.

« Partenaire depuis 2019, Société Générale Madagascar renouvelle son appui cette année, toujours avec l'IECD, dans le cadre du programme SESAME. Acteur clé du développement économique et social, la banque se veut de donner à ses clients et partenaires les moyens d'avoir une influence positive sur l'avenir. Accompagner

le programme SESAME dans le développement de leurs projets est au cœur même de la vocation de ses métiers. Les collaborateurs seront impliqués pour un empowerment avec les étudiants afin de les acclimater au monde professionnel : rencontres, visites, les salons, stages. L'objectif est de pouvoir suivre ces étudiants dans la durée et pouvoir les accompagner à être des acteurs importants du développement du pays » explique un responsable de cette collaboration.

Il rajoute « Société Générale Madagascar s'engage à mettre à disposition des étudiants du programme SESAME les clés de leur réussite. Une poste en alternance au sein de la banque est aussi prévue chaque année. Ceci a été mis en place afin de les former et mieux les orienter, permettant ainsi de leur offrir des perspectives d'insertion professionnelle durable. Des rencontres vont être également organisées sous plusieurs formats, comme une participation active de la Société Générale Madagascar pour les salons emplois et formations et une étroite collaboration avec le Bureau de de l'Orientation et de l'Emploi afin d'avoir les annonces de stages, alternances et emplois en avant-première ». Un type de partenariat à essayer.

Sénat : Des accords de financements autorisés

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 11 AOUT 2021

La ratification des accords de financements avec les bailleurs de fonds s'est déroulée, hier, en séance plénière au niveau du Sénat. Une séance d'une importance particulière dans la mesure où elle marque le début des procédures de déblocage des fonds destinés aux projets de développement du pays. Plus particulièrement l'accord de crédit avec la Banque Mondiale, pour l'équivalent de 596 milliards d'ariary pour des projets prioritaires dans des secteurs prometteurs comme



Le ministre de l'Economie et des Finances Richard Randriamandrato, lors de la séance plénière d'hier au Sénat.

l'agrobusiness, la digitalisation et le tourisme dans le cadre du PIC 2. Des

projets qui coïncident avec les directives présidentielles qui souhaitent assurer le développement de toutes les régions du pays. On rappelle que la Banque Mondiale a récemment accordé un financement de 1 milliard 100 millions d'ariary pour Madagascar, sous forme de prêts concessionnels et de dons. D'autres accords de financements avec le Fonds de l'OPEP ont également été autorisés. Le ministre de l'Economie et des Finances Richard Randriamandrato a assisté à cette séance plénière.

Echanges commerciaux: les exportations à plus de 1,177 milliard de dollars

ARH | LES NOUVELLES | 11 AOUT 2021

Au cours du premier semestre de cette année, Madagascar a exporté, en termes de valeur, 1.177.993.000 dollars de marchandises vers l'ensemble des marchés du monde, selon les données fournies par la Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo (CCIA). La France, les Etats-Unis, la Chine et le Japon sont les principaux pays de destination de ces produits d'exportation.

Les exportations de Madagascar, tous produits confondus, destinées à la France équivalent à 289,92 millions de dollars, soit 24,61 % de la valeur des exportations totales. Ensuite, celles destinées aux Etats-Unis s'élèvent à 255,366 millions de dollars, environ les 21,7 %.

La Chine constitue le troisième pays importateur des produits malagasy. Les

exportations de Madagascar au premier semestre vers ce pays oriental se comptent à plus de 88,960 millions de dollars, 7,55 % de la valeur totale des exportations. Et le quatrième pays vers lequel Madagascar a expédié pour le premier semestre, est le Japon avec une valeur comptabilisée à 77,338 millions de dollars, soit 6,57% de la totalité.

Développement de l'entrepreneuriat à Madagascar - Tout est question de mentalité

ROVA RANDRIA | LA VERITE | 11 AOUT 2021

A la fin de la formation professionnelle, les jeunes malagasy, pour la plus grande majorité, souhaitent tous devenir des fonctionnaires de l'Etat. Ils forgent alors leur mentalité dans ce sens. Toutefois, quand cette option n'est pas viable, ils sont obligés de trouver une autre alternative pour avoir une source de revenus. Au cours des dernières années, l'entrepreneuriat a le vent en poupe.

Et différents programmes ont été mis en place pour soutenir techniquement et financièrement les jeunes dans la concrétisation de leur idée d'entreprises. Toutefois, au bout de quelques mois de travail, les jeunes se rendent que le monde de l'entrepreneuriat n'est pas toujours rose. « Outre le manque de formation en termes de management, de fiscalité mais aussi de marketing et de vente, le principal frein pour les entrepreneurs en herbe actuellement est la mentalité. Aujourd'hui, les jeunes qui s'engagent dans la création d'entreprises manquent encore d'une compréhension du monde de l'entrepreneuriat. Il faut savoir en effet que contrairement à l'administration publique, entreprendre nécessite de l'action, et ne se limite pas seulement à attendre un salaire versé à la fin du mois. Pour réussir dans l'entrepreneuriat, il faut être sur tous les fronts. La recherche est primordiale, afin de proposer des produits innovants et de qualité sur le marché et attirer le maximum de clients » soutient Anthony Lionel Mara, chargé de développement de l'entreprise Igloo Malagasy.

En parallèle, les entrepreneurs « débutants » ont aussi beaucoup de



mal dans la classification des dépenses prioritaires. Le développement de l'entreprise finit alors par en pâtir. « Pour lancer son entreprise, un jeune reçoit par exemple un financement de 100 millions d'ariary. Il n'injecte alors que 60 millions d'ariary seulement dans son projet. Et il utilise les 40 millions pour s'acheter une voiture. Cette dépense est-elle vraiment indispensable dans le lancement de l'entreprise ? Pourquoi ne pas attendre de se développer et d'avoir un marché stable et ce n'est qu'après qu'il faut faire des dépenses de ce genre ? C'est à cause de ce genre de pratique que la majorité des entreprises créées demeurent au stade de startup ou bien elles se développent mais leur production se limite aux échantillons et n'arrive pas à satisfaire les besoins sur un marché plus élargi », explique un expert à travers un exemple très commun dans le milieu de l'entrepreneuriat. Dans ce sens, le changement de la mentalité des entrepreneurs boostera

sans aucun doute le développement de l'entrepreneuriat à Madagascar.

Toutefois, certains points doivent également être améliorés. Si les questions de financements et de formations, sans oublier les procédures administratives, sont plus ou moins réglées aujourd'hui, celles concernant les débouchés restent toujours sans réponses. « Si des producteurs basés à Ambanja souhaitent écouler leurs produits dans les régions du pays, le prix du produit devra être multiplié par quatre au moins, à cause des frais de transport. La dégradation des infrastructures routières freine ainsi l'écoulement de nos produits, et pas seulement d'Ambanja », se plaint un jeune entrepreneur bénéficiaire du programme PEJAA. En tout cas, le Président de la République, Rajoelina Andry a déjà annoncé la réhabilitation de plusieurs routes nationales, ce qui permettra de résoudre en partie ce problème.

FIM : La version présentielle du 16 au 20 septembre

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 12 AOUT 2021

La version présentielle de la Foire Internationale de Madagascar aura lieu du 16 au 20 septembre prochain. C'est ce qu'a annoncé, hier Domenichini Ramiamanana, président de l'Agence Première Ligne, organisatrice de l'événement. Une manifestation qui promet d'être une réussite puisque préalablement, la FIM se tient déjà en version virtuelle. Cela permet aux potentiels participants d'avoir une première idée des offres à proposer, précise l'Agence Première Ligne. D'ailleurs, une trentaine d'entreprises étrangères se sont déjà manifestées.

Par ailleurs, pour une meilleure réussite de la FIM, une convention a été signée hier entre le Groupement des Entreprises de Madagascar et Première Ligne. Il s'agit d'une convention qui manifeste la volonté des deux parties de réaliser des actions en faveur du redémarrage économique de Madagascar, tout en étant attentifs aux responsabilités sociétales des entreprises et à l'instauration d'une éthique des affaires pour une perception améliorée de l'environnement



Le GEM et l'Agence Première Ligne s'associent pour la relance du secteur privé.

des affaires à Madagascar.

Frontières : Le GEM milite pour une ouverture aux touristes vaccinés

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 12 AOUT 2021

Le tourisme est probablement le secteur le plus touché par les effets néfastes de la pandémie de Covid-19.

Les pertes d'emploi dans les entreprises touristiques se comptent par centaines. Le président du Groupement des Entreprises de Madagascar, Thierry Rajaona, l'a réitéré hier en marge de la signature d'un accord de partenariat entre le GEM et l'Agence Première Ligne.

Mesures draconiennes

Une situation catastrophique qui nécessite la prise de mesures draconiennes de la part des autorités en collaboration avec les professionnels du secteur. « Le GEM salue l'initiative du gouvernement qui a priorisé les vaccins pour les opérateurs et les employés des entreprises touristiques, notamment dans les zones les plus fréquentées par les touristes », a déclaré le président du GEM. Avant de poursuivre que compte tenu de l'insuffisance des aides apportées par l'Etat pour le secteur du tourisme, d'autres mesures plus courageuses doivent être prises pour relancer le secteur. « On en a parlé au sein du GEM et on est d'accord sur le principe d'une ouverture prudente des frontières », selon toujours le président du GEM. Ce groupement milite ainsi pour une ouverture des frontières dans les destinations touristiques, mais



Les sites touristiques de renommée attendent désespérément les touristes étrangers.

uniquement aux touristes vaccinés. « Cela permettra de relancer le tourisme qui reste un des secteurs déterminants pour la relance post-Covid », a ajouté Thierry Rajaona qui a pris l'exemple de l'Egypte pour étayer son raisonnement. En effet, une vaccination massive des professionnels du tourisme et une ouverture aux touristes vaccinés ont permis à l'Egypte d'enregistrer 500 000 visiteurs en seulement un mois.

Secteur minier

Toujours sur le plan économique, le président du GEM Thierry Rajaona a fait part de son inquiétude quant à la possibilité d'atteindre le taux

de croissance de 4,5% estimé pour cette année. Selon lui, une reprise est constatée au niveau de certains secteurs, mais des efforts restent encore à faire si l'on veut atteindre les projections de croissance. « Avec la reprise d'Ambatovy et la hausse des cours du nickel ainsi que la bonne production de QMM et l'envolée des prix internationaux de l'Ilménite et du zircon, le secteur minier va contribuer à la relance », a-t-il notamment précisé. Tout en faisant remarquer que dans son ensemble, le secteur industriel traverse encore un de ses moments les plus difficiles.

Energie - La Banque africaine de développement suggère d'accélérer les projets « Sahofika » et « Volobe »

HARY RAKOTO | LA VERITE | 12 AOUT 2021

Le potentiel hydroélectrique de la Grande île est encore largement sous exploité selon la Banque africaine de développement dans sa note de diagnostic pays publiée récemment. Selon ce document, la situation actuelle du secteur énergie est caractérisée par un taux global d'accès à l'électricité de 22% avec une puissance totale installée à environ 900MW et composée en grande partie de parc thermique malgré le potentiel hydroélectrique sous exploité. Selon les études de la BAD, le principal défi serait d'améliorer l'accès à une électricité fiable et à un coût abordable. Cependant, pour y arriver, il est primordial de passer par le difficile redressement de la JIRAMA. Pour ce faire, la BAD suggère de continuer à soutenir le développement des grands projets structurants dans le secteur tout en accompagnant les réformes pour l'amélioration de la gouvernance du secteur. « Le pays devrait accélérer la conclusion des contrats de projet de centrales hydroélectriques déjà arrivés à maturité à l'instar de Volobe et de

Sahofika, afin d'optimiser les outils de production et de transport d'électricité. Les pouvoirs publics devraient élaborer un plan directeur national de développement des réseaux de transport en premier lieu», explique la Banque africaine dans sa note. Le Projet de renforcement et d'interconnexion des réseaux de transport d'énergie électrique à Madagascar (PRIITEM) ou encore le Projet d'amélioration de la gouvernance et des opérations dans le secteur de l'énergie (PAGOSE) sont déjà actés en ce sens. Pourtant les questionnements continuent de fuser dans ce secteur par rapport à l'opérationnalisation de ces grands barrages hydroélectriques. Rien que pour « Sahofika », l'aménagement hydroélectrique situé sur le fleuve Onive à 130km au sud-est de la Capitale au niveau d'Antanifotsy, produira jusqu'à 1650 GWH par an et disposera d'une capacité installée de 200MW, livrés sur le Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA). Une des productions les plus importantes du pays car à elle seule, elle



peut subvenir aux besoins de la JIRAMA et pourra approvisionner 8 millions de personnes. Le projet a fait l'objet d'un appel d'offres international en 2016, le consortium NEHO (Nouvelle énergie hydroélectrique de l'Onive) a obtenu son permis environnemental en mars 2020. L'Etat est entre autres soutenu par le Fonds africain pour le développement (FAD), le guichet à taux concessionnel de la BAD à hauteur de 4 millions d'euros dans le projet. La centrale est prévue être opérationnelle en 2024 mais jusqu'ici, le contrat de concession n'a pas encore été approuvé, tout comme le projet d'aménagement de Volobe qui pourrait assurer à elle seule 40% de la production actuelle du pays.

Consommation – Les prix restent inchangés après 72 heures

MIANGALY RALITERA | L'EXPRESS | 12 AOUT 2021

Le ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat échoue au défi de diminuer les prix des produits de première nécessité, en trois jours.

Grosse déception des consommateurs. Les prix des produits de première nécessité restent inchangés, 72 heures après les mesures annoncées par le chef d'État Andry Rajoelina, pour juguler la hausse des prix. « Le meilleur prix du litre d'huile en bouteille cachetée est toujours de 8 500 ariary. Et le kilo du riz makalioka, à 2 600 ariary », regrette Fanja Andriamalala qui a fait ses courses chez un semi détaillant à Ambohimangakely, hier. Comme cette mère de famille, tous les consommateurs s'attendaient à une baisse importante des prix des PPN. Beaucoup ont été déçus. La plupart des commerçants ont maintenu leurs prix. Seuls quelques commerçants ont accepté de les diminuer. Et encore, ce ne sont pas tous leurs produits qui ont connu une baisse du prix.

« Nous vendons, désormais, à 7 800 ariary, le prix du litre de cette huile en bouteille cachetée, que nous avons vendue à 8 000 ariary, auparavant. Le makalioka est à 2 600 ariary, contre 2 800 ariary, il y a quelques jours. Ce sont les seuls produits qui ont connu une baisse de prix, chez nous. », témoigne une commerçante dans les pavillons d'Analakely.

À peine visible

Elle aurait appliqué ces nouveaux tarifs, « à contrecœur ». « Des agents du ministère ont effectué des contrôles, depuis lundi et nous ont obligés à modifier nos prix. Nous ne faisons que



Les mesures prises pour faire baisser les prix n'ont eu aucun impact.

très peu de bénéfiques, avec les prix qu'ils imposent », ajoute cette femme. Une autre commerçante a remarqué, également, une baisse de 1 000 ariary sur le prix de l'huile en vrac. « Un bidon de 20 litres d'huile coûte, aujourd'hui, 139 000 ariary, contre 140 000 ariary, il y a une semaine », lance-t-elle, après avoir fait ses courses à Anosibe, hier matin. Un grossiste des produits importés à Anosibe affirme que seul le prix de l'huile en vrac a connu une baisse. Une baisse à peine visible pour les consommateurs.

Le ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat s'est, pourtant, activé, depuis l'annonce du chef d'État pour

diminuer les prix des PPN. Dans le cadre de la lutte contre l'inflation, une rencontre entre le ministère et les importateurs a eu lieu, lundi, selon une source auprès de ce ministère. Hier, le ministère a réuni les membres du Syndicat des industries de Madagascar (SIM), pour trouver un consensus, afin de mettre en place les stratégies durables, efficaces et rapides, face à la hausse des prix. Ses agents ont effectué des descentes dans les marchés, pour remettre les pendules à l'heure. Des actions qui, jusqu'à hier, n'ont pas porté leurs fruits. « Si l'État veut avoir des résultats, il doit régler le problème au niveau du port à Toamasina », avance un vendeur de PPN importés à Anosibe.

Décentralisation: Vatovavy et Fitovinany à l'heure du développement

MIANGALY RALITERA | L'EXPRESS | 12 AOUT 2021

Un pas de plus vers l'effectivité de la décentralisation. Le président de la République Andry Rajoelina a officiellement promulgué la loi instituant la 23e région, hier, à Iavoloha, en présence des notables de la région.

«La mise en place de cette 23e région est conforme à notre vision d'impliquer les collectivités territoriales dans le processus de développement. La décentralisation effective va optimiser leur autonomie», a souligné le chef de l'État lors de son allocution. Il a également rappelé que le but de cette séparation est d'assurer une administration publique proche du peuple pour que les citoyens n'aient plus à parcourir plusieurs centaines de kilomètres pour une démarche administrative.

Dans son intervention, le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Tianarivelo Razafimahefa, a d'ailleurs assuré que les 210 millions d'ariary de subvention, ainsi que les 2 milliards d'ariary alloués à la région Vatovavy, sont d'ores et déjà disponibles. Il en

est de même pour les cinq engins de travaux publics mis à disposition de la région.

«Il vous appartient maintenant de traduire vos engagements en acte», a-t-il ajouté en rappelant que le chef de l'État était à l'origine de cette initiative. Il a aussi rappelé les acquis du régime en matière de décentralisation avec, entre autres, l'adoption de la Lettre de politique de décentralisation émergente.

Historique

Pour rappel, le découpage administratif des régions Vatovavy et Fitovinany est la concrétisation de la promesse du président Andry Rajoelina, faite à la population locale, lors de la campagne présidentielle de 2018. Durant la consultation populaire à Manakara, en octobre 2020, le chef de l'État a

d'ailleurs personnellement rencontré les Ampanjaka, les Ndrengony, les autorités ainsi que la population locale pour évoquer les questions relatives au découpage de la région Vatovavy-Fitovinany.

Présents à cette cérémonie au Palais d'État d'Iavoloha, les représentants des Ampanjaka et notables des régions Vatovavy et Fitovinany ont exprimé leur reconnaissance au président de la République. «Cela fait au moins 20 ans que nous avons attendu ce moment (...). C'est une journée à marquer d'une pierre blanche, non seulement dans les annales de la région Vatovavy-Fitovinany, mais aussi de la décentralisation à Madagascar», a souligné l'un des notables.

Relations économiques – La Russie se rapproche du milieu des affaires

L'EXPRESS | 13 AOUT 2021

Privilégiant jusqu'ici les contacts avec les représentants étatiques, la mission diplomatique russe à Madagascar semble vouloir introduire des changements dans son approche en se rapprochant davantage des acteurs du secteur privé à travers notamment les groupements patronaux.

Le 3 août dernier, le chef de mission adjoint de l'ambassade de la Fédération de Russie à Madagascar, Alexeï Buriak, a rencontré le président du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM), Thierry-Marie Rajaona. Il a été rapporté lors de cette entrevue que les deux parties ont discuté de la promotion des échanges entre le principal groupement patronal du pays et ses homologues russes et des questions générales de la coopération commerciale et économique entre les deux pays.

Moins d'une semaine après cette rencontre, le 10 août 2021, Alexeï Buriak a reçu à l'ambassade la présidente de la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de Madagascar (FCCI), Viviane Dewa, accompagnée du président de la CCI Vakinankaratra. Les questions de la coopération commerciale et économique entre la Russie et Madagascar ont été également au menu des échanges.

Ces récentes rencontres tendent à confirmer cette stratégie de Moscou de renforcer les échanges directs avec les opérateurs économiques et les acteurs de la société civile. Toutefois, la mission diplomatique reste active sur le créneau du raffermissement des relations entre les deux pays à travers les rencontres avec les autorités. À l'instar de celle qui s'est tenue dernièrement entre l'ambassadeur Andrey Andreev et Christine Razanamahasoa, présidente de l'Assemblée Nationale, dans le but de créer un groupe d'amitié au niveau des organes législatifs de Madagascar et de Russie. Ou encore celle avec le conseiller diplomatique spécial du président de Madagascar, Patrick

Rajoelina.

Sommet Russie-Afrique 2022

À savoir en outre que la diplomatie russe prépare activement la tenue du prochain Sommet Russie-Afrique qui devrait se tenir sur notre continent l'année prochaine. L'importance de cet événement pour Moscou a été rappelée par l'ambassadeur Andrey Andreev lors de ses échanges avec les membres actifs de «L'association des Amis de la Russie à Madagascar».

Lors d'une interview accordée au mois de mai dernier, l'ambassadeur de Russie à Madagascar a souligné la force des liens d'amitié et de coopération entre la Russie et Madagascar, qui ont toujours été basés sur « l'égalité des droits, une estime réciproque et le principe d'avantages mutuels ». Il a également noté que la coopération entre nos pays a un grand potentiel, particulièrement dans les domaines de l'agriculture, du tourisme, de l'énergie et des mines.

Pour ces deux derniers secteurs, la Russie met surtout en avant l'Afrocom (Comité de coordination pour la coopération économique avec l'Afrique), la plateforme russe de promotion des investissements privés, chargée de renforcer la coopération russo-africaine. Et on peut s'attendre qu'une délégation issue de cette plateforme, actuellement présidée par Igor Morozov qui est aussi Sénateur de la Fédération de Russie, fera dans les prochains mois une visite à Madagascar.

Notons également l'existence du Secrétariat du Forum de partenariat Russie-Afrique auprès du Ministère russe des Affaires étrangères, notamment en ce qui concerne la coordination



Alexeï Buriak, Viviane Dewa et le président de la CCI Vakinankaratra.

générale de la coopération russo-africaine en période de préparation pour les sommets, le renforcement des liens d'affaires entre les entreprises russes et africaines, ainsi que l'élaboration de feuilles de route sur les axes économique, scientifique et culturel de la coopération russo-africaine.

Du côté du patronat malgache, on se félicite de cette disposition de la diplomatie russe à donner une impulsion nouvelle aux relations avec les acteurs du monde économique et des affaires. Le président du GEM, invité récemment au nom du secteur privé à exprimer les attentes de ce dernier par rapport au système de coopération des Nations Unies dans le cadre de la programmation 2021 -2023 pour Madagascar, a insisté sur la nécessité et la volonté des opérateurs économiques de s'ouvrir au monde.

Pour Viviane Dewa de la FCCI, la Russie constitue un marché prometteur pour les produits d'exportation du pays et les investisseurs russes peuvent apporter une contribution significative aux efforts de Madagascar de diversifier son économie.

Fonds souverain : Adopté par l'Assemblée nationale

VELO GHISLAIN | MA-LAZA | 13 AOUT 2021

L'Assemblée nationale a modifié pour la seconde fois consécutive son ordre du jour. Ne figurant ni en début de session ni dans la première modification de l'ordre du jour, le projet de loi relatif au fonds souverain a finalement été examiné en travaux de commission hier après-midi, puis adopté par la suite en séance plénière.

Dimanche dernier, le président de la République avait apporté quelques éclaircissements sur ce fonds souverain et son utilité: "l'Etat ne doit pas dépendre constamment des aides étrangères pour relancer l'économie. Nous serions à même de construire des infrastructures publiques et de réaliser divers projets socio-économiques par nos propres moyens dont ce fonds souverain".



Hugues Rajaonson : Priorité aux investissements directs étrangers et aux investissements locaux

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 13 AOUT 2021

Les investissements directs étrangers et les investissements locaux figurent parmi les clés de la relance économique. Malheureusement, les avantages comparatifs manquent cruellement à Madagascar.

Economiste et spécialiste des ressources naturelles, Hugues Rajaonson apporte régulièrement sa contribution dans le développement du pays. Et ce, à travers ses analyses sur la conjoncture économique. Hier, l'enseignant-chercheur qu'il est a rencontré la presse pour donner son avis sur le sujet d'actualité que sont les investissements.

Esprit commerçant

En précisant d'emblée qu'il ne fait pas de la politique politicienne et qu'il n'est en aucun cas, en quête d'un quelconque poste ministériel, Hugues Rajaonson qui est par contre très actif au sein de la société civile, n'a pas hésité à regretter le fait que les dirigeants qui se sont succédé n'aient pas réussi à inculquer un esprit d'investissement aux Malgaches. « Le problème à Madagascar c'est que, comme la plupart des pays africains, les gens ont avant tout cet esprit commerçant. On s'assoit et on attend des bénéfices », déclare-t-il. Une manière de dire qu'il n'y a pas suffisamment d'éducation pour investir. « Si on veut atteindre un développement durable, l'Etat doit prioriser, non seulement les investissements directs étrangers, mais aussi, les investissements locaux », selon toujours Hugues Rajaonson qui déplore, par ailleurs, un écart de plus en plus important entre les riches et les pauvres. « A Madagascar, on assiste progressivement à une disparition de la

classe moyenne ».

Accès au crédit

Et la solution, justement, c'est de rendre cette classe moyenne plus active et plus productive. D'où la nécessité de promouvoir les investissements non seulement pour créer le maximum d'emplois, mais également de créer une multitude d'entreprises locales. « C'est une option réalisable à travers la mise en place d'une politique de facilitation de l'accès au crédit en faveur des opérateurs et des promoteurs malgaches », soutient Hugues Rajaonson en précisant qu'il est même souhaitable d'accorder des crédits à taux d'intérêt négatif en faveur des promoteurs nationaux. « Les investissements directs étrangers doivent également être encouragés, à travers des mesures extrêmement incitatives ». Car pour lui, « la création de richesses à travers les investissements productifs est le meilleur moyen pour réduire l'écart entre les riches et les pauvres ». Mais cette politique de création massive d'entreprise doit aussi passer par les investissements publics en infrastructures.

Non compétitivité

Sur ce point, justement, la compétitivité de Madagascar est handicapée par le manque d'infrastructures. A commencer par les infrastructures énergétiques qui nécessitent énormément d'investissements. Ou encore les infrastructures routières

et aéroportuaires. Parlant d'ailleurs des investissements miniers, Hugues Rajaonson de marteler la non compétitivité de la Grandelle, par rapport à d'autres pays miniers. « Depuis 2016, Madagascar a été rayé de la liste des pays miniers en raison notamment de l'absence d'avantages comparatifs ». Et la situation est aggravée par l'instabilité institutionnelle que craignent justement les grands investisseurs miniers. Par ailleurs, « la tendance actuelle au changement de code minier est devenue l'une des principales causes de la réticence des investisseurs à venir à Madagascar ». Surtout quand ce changement concerne particulièrement la révision à la hausse des taxes et redevances minières. En effet, cette option haussière envisagée dans le système de taxation fera encore fuir les investisseurs. « Les investissements miniers sont extrêmement à risque et personne ne s'évertuera à perdre son argent dans un pays à système fiscal pénalisant ». En prenant le cas des grandes entreprises minières déjà opérationnelles, Hugues Rajaonson de préciser qu'outre les redevances qui font actuellement polémique, ces dernières paient également la TVA, les impôts sur les bénéfices et autres. En somme, si les autorités ne font pas attention, Madagascar risque de perdre aux changes.

Atsinanana : Formation des acteurs œuvrant dans l'exportation des produits végétaux

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 13 AOUT 2021

Les principaux acteurs œuvrant dans l'exportation des produits végétaux dans la région Atsinanana ont bénéficié des formations sur les nouvelles réglementations européennes qui régissent les conditions d'accès au marché en matière phytosanitaire, sanitaire ainsi que pour l'agriculture biologique. C'est le fruit de la collaboration entre le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche et du programme RINDRA financé par l'Union Européenne dans le cadre du 11e FED (Fonds Européen de Développement). Enorme potentialité. L'objectif consiste à informer ces principaux acteurs de la filière végétale œuvrant à l'exportation vers le marché européen sur ces nouvelles réglementations afin d'éviter

les risques de refoulement de leurs produits une fois arrivés à destination. Pour pouvoir s'y conformer, toutes les parties prenantes travaillant dans ce secteur ont participé activement à cet atelier. On peut citer, entre autres, des représentants des organisations de producteurs et de planteurs des produits destinés à l'exportation comme le litchi, qui comptent au nombre de 30 000 paysans dans la région Atsinanana ainsi que des représentants des opérateurs membres du Groupement des Exportateurs de Litchi (GEL). Il faut savoir que la partie Est de Madagascar dispose d'une énorme potentialité en matière de production de litchi, girofle et épices qui sont des produits très prisés par les clients européens.

Nouveaux engagements. Cet énorme potentiel agricole et agro-alimentaire pourrait encore être valorisé à travers de nouveaux engagements pris conjointement par le gouvernement, la région et les organisations professionnelles œuvrant dans les filières d'exportation. En effet, ces nouveaux engagements sont requis pour rehausser la qualité et l'image des produits de la Grande île. Rappelons que les produits agricoles malgaches ont fait l'objet de nombreux cas de non conformité lors des contrôles aux frontières de l'Union Européenne au cours de ces dernières années. Les actions prises à l'issue de cet atelier contribueront ainsi à restaurer la confiance des pays européens importateurs partenaires.

Technologie - Les étudiants de Vontovorona rivalisent d'ingéniosité

HARY RAKOTO | LA VERITE | 13 AOUT 2021

Suite à un concours de projets initié lors de la Semaine mondiale de la télécommunication qui s'est tenue récemment à l'École supérieure polytechnique de Vontovorona, une poignée d'élites ont été sélectionnées pour présenter leurs travaux de recherche et de développement dans les locaux du ministère des Télécommunications et du Développement numérique.

Trois projets ont ainsi été présentés devant les responsables du développement numérique au sein du ministère ainsi que les représentants du corps enseignant de l'école polytechnique. Le premier est un projet basé sur l'application de la technologie de télé-manipulation. Le second projet, quant à lui, ambitionne de mettre en place un système de gestion de la circulation urbaine à travers des données mathématiques. Et enfin, le troisième porte sur la recherche de personnes et le recensement de la population via le concept de reconnaissance faciale à travers l'utilisation de l'intelligence artificielle.

Ces trois projets sont tout à fait dans l'ère du temps car ils ont tous comme objectif de contribuer au développement que ce soit économique, humain ou environnemental à travers la contribution de la nouvelle technologie, selon les responsables au sein du ministère. La télé-manipulation permet par exemple d'effectuer à distance des manipulations ainsi que des opérations

dans un milieu inaccessible. « Il s'agit d'une technologie qui pourra servir à effectuer des opérations chirurgicales à distance. Si jamais le médecin n'est pas au pays, il pourra toujours, via l'Internet, manipuler ses outils lors de l'opération à l'aide d'une main qu'il guidera de l'endroit où il est », explique le chef du projet.

D'un autre côté, la régulation de la circulation urbaine a toujours été un mal sans réponse depuis des années. Les étudiants de Vontovorona ont peut-être trouvé une alternative pour gérer les cohues du centre-ville grâce à leurs recherches. « L'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication apporte une aide importante à la résolution des problèmes de transport. Bien que le trafic soit plus ou moins stabilisé en centre-ville, l'accroissement de la circulation des voitures se poursuit. Ce qui aggrave la pollution et provoque de nombreuses nuisances pour l'environnement. Notre projet va dans le sens d'une tentative de résolution de ce problème persistant », explique un étudiant du niveau L2 de Vontovorona.

Enfin et non le moindre, le projet de reconnaissance faciale à travers l'utilisation de l'intelligence artificielle a gagné le premier prix du concours. Ce projet est initié par deux étudiants du niveau M2 de l'école polytechnique. « A l'heure de l'intelligence artificielle (IA), la reconnaissance faciale devient un enjeu majeur pour toutes les



entreprises, organisations ainsi que les Etats. La reconnaissance faciale analyse les caractéristiques du visage qui ne changent pas de manière significative avec l'âge ou après une opération de chirurgie esthétique. On retient parmi celles-ci l'arête des sourcils, les pommettes, les rebords de la bouche, la distance entre les yeux, la largeur du nez ainsi que la forme de la mâchoire et du menton. Cette technologie présente un fort potentiel et devrait ouvrir de nombreuses voies de développement comme la simplification des systèmes de vérification d'identité quand elle est associée par exemple au « big data », arguent les gagnants du concours. Pour cette édition, le ministère des Postes, des Télécommunications et du Développement Numérique ont ainsi octroyé des lots pour les trois premiers projets de manière à ce que les concepteurs puissent poursuivre et parfaire leurs recherches et développer leurs concepts.

Secteur élevage – De nouvelles races de vaches laitières commandées

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS | 13 AOUT 2021

Premier lot. Cent soixante cinq vaches laitières de races normande et montbéliarde viendront améliorer la production laitière du pays. Le marché de gré - à -gré de fourniture de ce premier lot a été attribué à l' « Union Coop Export Commerce animaux MONTB », une société coopérative agricole basée à Roulans, en France, selon les précisions du conseil des ministres de mercredi dernier. « Ces vaches, importées par le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, prendront des vols cargo » fait savoir la missive du conseil des ministres.

Le processus d'importation a suivi les normes sanitaires internationales soulignées par l'Organisation mondiale pour la santé animale (OIE). Ce sera le premier lot de la commande car mille vaches laitières de races performantes sont prévues être importées dans le cadre du projet d'amélioration de la production laitière et d'élevage

de vaches laitières, entamée par le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche. soixante-sept millions de litres de lait sont produits annuellement et c'est peu par rapport aux deux milliards de litres du Maroc par exemple. La faiblesse de la production vient de la qualité des vaches laitières. Une vache de souche locale n'arrive à produire que 8 litres de lait par jour contre 20 litres pour une race pure en moyenne.

Revolving

« Les vaches laitières de races normande et montbéliarde qui viendront incessamment seront réparties dans des centres de recherche, des organismes tels que le Malagasy dairy board (MDB) et les Fonds de développement agricole (FDA) qui abritent un nombre important d'associations et de coopératives de producteurs de lait et d'entrepreneurs participant au projet Fihariana » explique Tsiry Lezoma Mahatola, directeur général de l'Élevage (DGE).

Et lui de souligner que des études ont déjà été menées pour conclure que ces deux races pourront assurer les résultats escomptés en matière de production laitière. « Ce sont déjà des races performantes et pour le moment, elles ne seront pas couplées avec les races de souche locale. Toutefois, tout dépendra des besoins et des réalités vécues par les éleveurs et exploitants laitiers » poursuit le DG. Hormis les centres de recherches, les autres bénéficiaires devront rembourser petit à petit le prix des vaches. Le système revolving, un type de crédit à la consommation, c'est-à-dire une forme de prêt financier tournant sous forme de fonds financiers, est aussi envisageable. Soixante-mille exploitants agricoles sont regroupés dans la filière lait. La région Vakinankaratra produit 65% de la totalité de la production nationale.